

Mantes-la-Jolie

Le plan de développement des écoles mobilise

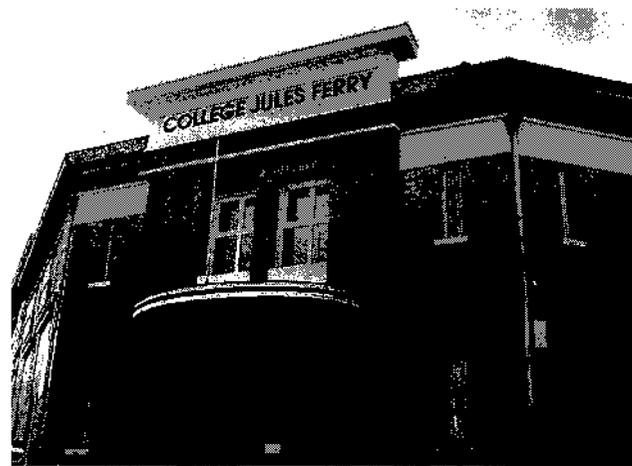
Alors que la ville prévoit la constitution de 16 groupes scolaires, les détracteurs de cette mesure se rassemblent pour mieux la contrer.

Le 2 février 2009, le conseil municipal décidait de lancer un plan de développement des écoles favorisant la constitution de groupes scolaires et d'entités immobilières cohérentes et fonctionnelles, tant au niveau technologique qu'énergétique. Ce plan prévoit, à l'horizon 2016, la constitution de 16 groupes scolaires « sans changer le nombre de classes nécessaires à l'inscription des élèves, sans saturer les capacités d'accueil et en adaptant à la répartition démographique du territoire ».

Alors qu'il n'en est qu'à ses balbutiements, ce plan provoque déjà des réactions. Deux groupes bien distincts viennent de se constituer.

Un collectif de l'éducation nationale

Le premier semble se situer dans la réflexion et vient de voir le jour : c'est le col-



■ Le plan de développement des écoles prévoit un regroupement en 16 groupes scolaires d'ici 2016.

lectif pour la défense de l'école à Mantès-la-Jolie. Il s'est constitué autour de parents d'élèves affiliés ou pas à des fédérations (FCPE), des enseignants (adjoints, directeurs et membres des réseaux d'aides spécialisées aux élèves en difficultés), ainsi que des élus de DECIL et du Parti socialiste. Ce collectif s'est donné pour projet « de travailler, sur le long terme, à la construction d'une op-

position aux aspects négatifs du plan de développement des écoles », confie Nathalie Coste, membre du groupe et élue DECIL au conseil municipal. Ce groupe souhaite travailler en réseau, partager les informations et analyser avec les expertises des uns et des autres pour contrer avec efficacité et crédibilité les logiques dangereuses de ce plan.



Des forces politiques

Le second groupe se situe déjà dans l'action. Ainsi, une réunion s'est tenue la semaine dernière impulsée par des représentants de Lutte Ouvrière, Nouveau parti anticapitaliste, Parti communiste français, Parti ouvrier indépendant et parti socialiste. Comme le collectif précité, ce regroupement politique a décidé de s'opposer avec

force au plan de développement des écoles. « Dans un premier temps, nous voulons informer les parents de ce qui se trame », explique Marc Jammet, élu PCF au conseil municipal. Des tracts ont d'ores et déjà été distribués par les différents membres de ce groupe devant une vingtaine d'écoles de Mantès. « Les parents ne sont absolument pas au courant de ce plan ! Nous leur expliquons que ce

n'est nullement un plan de développement, mais un plan de restriction », pestent les différents membres de ce groupe. Alerter est donc bien le leitmotiv de ces forces de gauche qui organisent à ce titre une réunion publique le samedi 21 novembre prochain à 15 heures dans le local commun résidentiel (rue Maurice Braustein). « Nous n'avons pas fait exprès, mais la veille est la journée mondiale des droits de l'enfant. La date est donc idéale pour évoquer l'avenir de l'école dans notre ville », conclut Marc Jammet.

Deux groupes, deux actions différentes, un même combat. Si le fond de cette lutte se situe bien loin des querelles politiciennes, une seule et même démarche ne serait-elle pas plus prolifique ?

Céline Evain